

nombre de réfugiés que prévu. Certains pays qui ont des réserves potentielles d'immigrants entravent l'application du programme canadien en interdisant, pour des raisons qui leur sont propres le déroulement normal sur leur territoire des nombreuses activités liées à l'immigration. Il se peut aussi que les immigrants dotés de certaines aptitudes particulières soient difficiles à trouver, ou que l'on ait mal évalué la capacité d'absorption de l'économie canadienne. Enfin, les constantes tentatives visant à contourner les dispositions du programme peuvent entraîner des cauchemars administratifs. Mais en dernière analyse, l'immigration - l'un des plus importants aspects des relations étrangères du Canada - se prête assez bien aux méthodes de programmation classiques. À la fin de l'année, il n'est pas impossible de déterminer dans quelle mesure le programme a réalisé les objectifs fixés et de faire les ajustements qui s'imposent. En d'autres termes, on peut en quelque sorte effectuer un bilan.

24. Considérons maintenant la politique de pêche. Encore une fois, l'intérêt national est évident: soutenir l'industrie de la pêche, par ailleurs florissante. Le Canada jouit aujourd'hui d'une position enviable en matière de pêches. Toutefois, il en allait tout autrement il y a quelques années à peine, alors que les flottes étrangères écumaient les zones côtières canadiennes à un rythme alarmant et que l'industrie de la pêche était près de s'effondrer. Il a fallu procéder à une vigoureuse catégorisation des ressources et mettre en oeuvre un train d'initiatives complémentaires sur les scènes nationale et internationale afin de remédier à la situation: au plan national, le gouvernement a pris des mesures destinées à appuyer et à renforcer le secteur de la pêche, et au plan international, des mesures visant à se doter d'une zone de pêche de 200 milles et à renouveler entièrement la série d'accords bilatéraux et multilatéraux qui réglementait l'accès des flottes étrangères à la zone de pêche canadienne. Résultat: en un laps de temps relativement court, le secteur de la pêche a recouvré la santé. Dans chacune des provinces de l'Atlantique, la pêche est revenue au premier plan de l'économie. La valeur des prises au débarquement a atteint un niveau record, le revenu réel des pêcheurs a augmenté de 50 p. 100 en quelques années et le Canada est devenu le premier exportateur de poisson du monde. Si l'on évaluait les politiques et les programmes de pêche mis de l'avant en 1979, on arriverait probablement à la conclusion que les ressources engagées au Canada et à l'étranger afin d'obtenir ces résultats ont été judicieusement mises à contribution. Qu'est-ce qui nous permet de tirer ces conclusions? Un simple coup d'oeil sur le bilan de l'industrie de la pêche. Ici encore, on peut faire un bilan, et il nous indique que nos politiques portent fruit.

25. Mais penchons-nous maintenant sur un cas plus ambigu, celui de la politique d'aide. On s'aperçoit tout de suite que les difficultés conceptuelles sont plus grandes. Il est possible d'établir un objectif quantitatif pour ce qui est des apports d'aide officiels, ce qui a d'ailleurs été fait: en ce moment, il est fixé à 0.7 p. 100 du PNB. En